



Fédération de la Santé et de l'Action Sociale
(FSAS-CGTG)
Rue Maurice MARTIN, 97 100 Basse-Terre
0690.28.19.86



Section Syndicale CGTG - GIP-RASPEG

D.A.C., oui ! Dislocation du G.I.P., pas dac !

A quoi joue l'A.R.S. sur le dossier du GIP-RASPEG ? Depuis deux ans, une attaque frontale est menée contre l'organisation mise en place par la Direction du GIP-RASPEG jusqu'à pousser cette dernière vers la porte de sortie par des moyens dignes d'un coup d'Etat silencieux.

Nous rappelons que le GIP-RASPEG, qui existe depuis 2004, est une institution dans la coordination et l'appui aux professionnels de santé, du sanitaire, du médico-social, du social, et de la population dans le besoin d'orientation et de prise en charge chaque fois que de besoin. Sa création est une grande réussite de mutualisation et est citée en exemple même sur le plan national.

La Loi de santé de juillet 2019 a créé les **Dispositifs d'Appui à la Coordination (DAC)**, résultant de la convergence des dispositifs de coordination, aurait dû tout naturellement être dévolu au GIP-RASPEG au vu des organisations existantes du territoire de par son expérience et ses grandes réussites, remplissant déjà plus de 90% des missions d'un D.A.C.. L'équipe du GIP-RASPEG, Direction comprise, a démontré son professionnalisme renforcé par un appui de la FACS (Fédération nationale des dispositifs de ressources et d'Appui à la Coordination des parcours de Santé) et son anticipation à la formation d'évolution vers le D.A.C. de 13 personnels.

Sauf que l'A.R.S. ne voit pas les choses ainsi ! Malgré toutes les mobilisations et actions diverses de l'équipe pour dénoncer et s'opposer à la dislocation du GIP-RASPEG, l'A.R.S. peaufine aveuglement son plan de remplacement de la structure, du personnel et de la Direction sous prétexte de la loi de 2019.

En dépit de la communication rassurante de l'A.R.S., les faits sont là et nous démontrent chaque jour son intention :

- Tentative maladroite d'installer définitivement une équipe COVID en lieu et place du personnel dans les locaux du GIP-RASPEG durant le confinement.
- Mise à l'écart de la Directrice, pourtant pilier de cette structure, par l'entremise du Directeur de la C.G.S.S.. La C.G.S.S. étant l'institution dont relève la Directrice l'a sommée de rejoindre son établissement d'origine au 1^{er} Janvier 2021

- Tentative de se fonder sur un audit dont certaines conclusions prêtent à caution.

Selon nos indiscretions, l'A.R.S. a déjà sa pressentie pour des fonctions qui demandent des compétences, de la connaissance du terrain et de l'engagement dont seule la Directrice écartée a su faire preuve, et nul ne pourrait honnêtement le contester.

Pire, sur les antennes radio, nous avons pu constater le double langage de l'A.R.S. Sa Directrice générale se dit n'être aucunement à l'origine d'une quelconque machination tout en laissant comprendre que c'est elle qui aura le dernier mot... **Celui qui paye décide !** Pourtant le financement du GIP-RASPEG, provenant de fonds Européens, ne fait que « transiter » par l'A.R.S.

Enfin, et contrairement aux affirmations de l'A.R.S., ce n'est pas l'affaire d'une personne mais d'une jeune équipe diplômée qui continue à faire ses preuves à tel point que l'expertise locale acquise au sein du GIP-RASPEG contribue à la direction d'autres organisations. Quant aux jeunes Guadeloupéens compétents qui demandent à revenir au pays, beaucoup de places d'encadrement dans les hôpitaux locaux leurs sont de plus en plus refusées... Pourquoi ?

Mais quel est l'intérêt de détruire une structure très en avance et une équipe compétente? Que cache cette stratégie alors que d'autres situations, soutenues par l'A.R.S., demandent à connaître la rigueur, l'expertise et l'expérience des professionnels du GIP-RASPEG ?

C'est un véritable **koutchanm** qui est en train de se tramer si le Conseil d'Administration, les responsables politiques et la population ne se mobilisent pas autour du personnel pour obliger l'ARS à cesser ses pratiques néocoloniales !

Le personnel est plus que mobilisé et usera de tous les moyens nécessaires pour défendre cette grande réussite pour la santé de la population.

Nou dakô pou D.A.C. men sa l'A.R.S. vlé-la, nou pa dakô !

Baie-Mahault, le 13 Janvier 2021



Confédération Générale du Travail de la Guadeloupe

4, Cité Artisanale de Bergevin – 97110 POINTE-A-PITRE

☎ : (0590) 82.34.61 / 90.11.43 - 📠 : (0590) 91.04.00

E-Mail : cgtg.confederation@wanadoo.fr